

Bijlage bij het koninklijk besluit van 31 juli 2009  
tot vaststelling van de taalkaders van de diensten van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau

TAALKADERS VAN HET BELGISCH INTERVENTIE- EN RESTITUTIEBUREAU

Trap van de hiërarchie	Nederlands kader	Frans kader	Tweetalig Nederlands kader	Tweetalig Frans kader
1	40 %	40 %	10 %	10 %
2	40 %	40 %	10 %	10 %
3	60 %	40 %		
4	60 %	40 %		
5	60 %	40 %		

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 31 juillet 2009 fixant les cadres linguistiques du Bureau d'intervention et de restitution belge.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Agriculture,  
Mme S. LARUELLE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 31 juli 2009 tot vaststelling van de taalkaders van het Belgisch Interventie- en Restitutiebureau.

ALBERT

Van Koningswege :  
Minister van Landbouw,  
Mevr. S. LARUELLE

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION  
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN  
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2009 — 2807

[C - 2009/29391]

30 AVRIL 2009. — Décret visant au renforcement du dispositif d'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 8 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire est modifié comme suit :

— au § 1<sup>er</sup> alinéa 2, le terme « commune » est ajouté entre les termes « deuxième année » et « de l'enseignement secondaire »;

— au § 1<sup>er</sup> alinéa 2, sont ajoutés les termes « ainsi que de l'année complémentaire organisée à l'issue de la deuxième année commune »;

— au § 1<sup>er</sup> alinéa 3, le terme « commune » est ajouté entre les termes « deuxième année » et « de l'enseignement secondaire »;

— au § 1<sup>er</sup> alinéa 3, sont ajoutés les termes « ainsi que de l'année complémentaire organisée à l'issue de la deuxième année commune »;

— au § 1<sup>er</sup> alinéa 4, le terme « commune » est ajouté entre les termes « deuxième année » et « de l'enseignement secondaire »;

— au § 1<sup>er</sup> alinéa 4, sont ajoutés les termes « ainsi que de l'année complémentaire organisée à l'issue de la deuxième année commune » entre les termes « de l'enseignement secondaire » et « Dans ce cadre, »;

— au § 3, est ajouté un alinéa rédigé comme suit : « Dans le cadre des évaluations externes non certificatives visées au présent paragraphe, des épreuves spécifiques sont destinées aux élèves suivant l'enseignement en immersion tel que défini par le décret du 11 mai 2007 relatif à l'enseignement en immersion linguistique. »;

— le § 4 est remplacé par la mention suivante : « Les évaluations externes non certificatives définies aux §§ 1<sup>er</sup>, 2 et 3 ci-dessus sont soumises aux élèves entre le 15 et le 30 novembre de la même année scolaire.

Chacune des évaluations évoquées à l'alinéa précédent est soumise à la même date à l'ensemble des élèves concernés. »;

— un § 5 rédigé comme suit est ajouté : « § 5. A titre transitoire, les évaluations externes non certificatives dont l'organisation était prévue entre la rentrée consécutive aux vacances d'hiver et le 31 mai de l'année civile 2009 sont reportées à la période définie au paragraphe précédent de la même année civile. »

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. L'article 9, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les termes suivants :

« — Un ou des membre(s) du service de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement organisé par la Communauté française désigné(s) par le Gouvernement et des membres des cellules de conseil et de soutien pédagogique désignés par le Gouvernement sur proposition de l'organe de coordination et de représentation dont ils relèvent. »

§ 2. Les alinéas suivants sont ajoutés à l'article 9, § 1<sup>er</sup> :

« En ce qui concerne l'enseignement primaire, le groupe de travail comprendra trois membres issus de la cellule de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement officiel subventionné, deux membres issus d'une cellule de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement libre subventionné et un membre issu du service de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement organisé par la Communauté française.

En ce qui concerne l'enseignement secondaire, le groupe de travail comprendra un ou deux membre(s) issu(s) de la cellule de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement officiel subventionné, trois membres issus d'une cellule de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement libre subventionné et deux ou un membre(s) issu(s) du service de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Si le Gouvernement, en ce qui concerne le service de conseil et de soutien pédagogique, ne désigne pas de représentant ou si un organe de représentation ou de coordination, en ce qui concerne les cellules de conseil et de soutien pédagogique, ne propose pas de représentant ou l'entière des représentants qu'il doit proposer, le groupe de travail est néanmoins réputé correctement constitué. »

**Art. 3.** A l'article 14 du même décret, le texte actuel devient le § 1<sup>er</sup> et il est ajouté un § 2 rédigé comme suit :

« § 2. Le groupe de travail est chargé de la production d'un document proposant des pistes didactiques en lien avec l'évaluation externe non certificatives dont il a été chargé.

Ce document doit aider les équipes pédagogiques à analyser les réponses et productions de leurs élèves face aux items qui faisaient partie de l'évaluation externe non certificative et à améliorer la maîtrise des compétences évaluées notamment à travers la mise en place d'activités permettant de remédier aux erreurs constatées. »

**Art. 4.** L'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup> est complété par les termes suivants :

« — Un membre du service de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement organisé par la Communauté française désigné par le Gouvernement et un ou des membre(s) des cellules de conseil et de soutien pédagogique désigné(s) par le Gouvernement sur proposition de l'organe de coordination et de représentation dont il(s) relève(nt). »

Le même article 22, § 1<sup>er</sup> est complété par les deux alinéas suivants insérés entre les actuels alinéas 2 et 3 :

« En ce qui concerne l'enseignement subventionné, le groupe de travail comprendra trois membres issus de la cellule de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement officiel subventionné et deux membres issus d'une cellule de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement libre subventionné.

Si le Gouvernement, en ce qui concerne le service de conseil et de soutien pédagogique, ne désigne pas de représentant ou si un organe de représentation ou de coordination, en ce qui concerne les cellules de conseil et de soutien pédagogique, ne propose pas de représentant ou l'entière des représentants qu'il doit proposer, le groupe de travail est néanmoins réputé correctement constitué. »

**Art. 5.** L'article 28 du même décret est modifié comme suit : au § 2, alinéa 3, les termes « titulaires d'autres classes ou » sont insérés entre les termes « instituteurs » et « maîtres d'adaptation ».

**Art. 6.** L'article 29, § 2 du même décret est complété par la disposition suivante :

« Le procès-verbal des décisions du jury est consigné dans un registre ad hoc et porte la signature du chef de l'établissement scolaire et des membres du jury. La liste des élèves ayant obtenu le certificat d'études de base est jointe au procès-verbal.

Le registre et les dossiers des élèves sont conservés dans les archives de l'école durant dix ans. La liste des élèves mentionnés à l'alinéa précédent est conservée durant vingt ans. »

**Art. 7.** L'article 37 du même décret est abrogé.

**Art. 8.** Dans le même décret, il est ajouté un Titre III/I rédigé comme suit :

« Titre III/I. — De l'organisation d'une épreuve certificative externe commune  
au terme de la troisième étape du continuum pédagogique

Article 36/1. — Au terme de la troisième étape du continuum pédagogique défini à l'article 13 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, il est organisé une épreuve certificative externe.

Article 36/2. — § 1<sup>er</sup>. Cette épreuve est accessible à tous les élèves inscrits en deuxième année commune ou dans l'année complémentaire organisée à l'issue de la deuxième année commune de l'enseignement ordinaire ou spécialisé de forme 4.

Cette épreuve est également accessible aux élèves inscrits en troisième année de différenciation et d'orientation.

Chaque pouvoir organisateur décide annuellement de la participation ou non à cette épreuve des élèves concernés inscrits dans les écoles qu'il organise. En cas de participation d'une école d'enseignement ordinaire à l'épreuve, l'ensemble des élèves visés aux alinéas précédents présentent, sauf cas de force majeure, l'ensemble des disciplines constituant l'épreuve certificative externe commune.

§ 2. Cette épreuve est également accessible, sur la décision du Conseil de classe, à tout élève inscrit dans l'année complémentaire organisée à l'issue de la première année commune de l'enseignement ordinaire ou de l'enseignement spécialisé de forme 4, ainsi qu'à tout élève inscrit en deuxième ou troisième phase de l'enseignement spécialisé de forme 3.

§ 3. Les inscriptions visées aux alinéas précédents sont adressées à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, pour le 30 mars de l'année scolaire en cours.

Le Gouvernement définit les modalités selon lesquelles les inscriptions sont introduites.

Article 36/3. - L'épreuve certificative externe commune porte sur la maîtrise de compétences attendues à l'issue de la troisième étape de l'enseignement obligatoire telles que définies dans le décret du 19 juillet 2001 portant confirmation des socles de compétences visés à l'article 16 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

L'épreuve comprend nécessairement des questions relatives au français et à la formation mathématique. Sur proposition de la Commission de Pilotage, le Gouvernement définit annuellement les autres disciplines sur lesquelles porte, le cas échéant, l'épreuve certificative externe commune.

Pour les établissements d'enseignement qui bénéficient, conformément au décret du 17 juillet 2002, d'une dérogation aux socles de compétences, une adaptation de l'épreuve certificative externe commune est apportée par les services d'Inspection. Cette adaptation porte sur les éventuelles questions qui ne correspondraient pas aux socles de compétences propres aux établissements d'enseignement concernés. L'adaptation se traduit par la production d'une ou de plusieurs questions de même niveau.

Article 36/4. - § 1<sup>er</sup>. Pour l'élaboration de l'épreuve certificative externe commune, il est créé, par discipline concernée, pour trois ans au plus, un groupe de travail composé de la manière suivante :

— L'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire ou par délégation de sa part, un inspecteur chargé de la coordination au sein du même service, qui préside;

— Un représentant de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;

— De deux à quatre membres du Service général de l'Inspection en charge du niveau secondaire inférieur, désignés par le Gouvernement sur proposition de l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, dont l'un assure la vice-présidence du groupe de travail;

— Un membre issu du service de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement organisé par la Communauté française désigné par le Gouvernement;

— Un membre issu de la cellule de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement officiel subventionné désigné par le Gouvernement sur proposition de l'organe de coordination et de représentation dont il relève;

— Deux membres issus des cellules de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement libre subventionné désignés par le Gouvernement sur proposition des organes de coordination et de représentation dont ils relèvent;

— Quatre enseignants assurant tout ou partie de leur charge en 1<sup>re</sup> ou en 2<sup>e</sup> année secondaire, désignés par le Gouvernement sur proposition, en ce qui concerne l'enseignement subventionné, des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et après accord de leur pouvoir organisateur.

Le groupe de travail comprendra un enseignant exerçant tout ou partie de sa charge dans l'enseignement officiel subventionné, deux enseignants exerçant tout ou partie de leur charge dans l'enseignement libre subventionné et un enseignant exerçant tout ou partie de sa charge dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

Si le Gouvernement, en ce qui concerne le service de conseil et de soutien pédagogique, ne désigne pas de représentant ou si un organe de représentation ou de coordination, en ce qui concerne les cellules de conseil et de soutien pédagogique, ne propose pas de représentant ou l'entièreté des représentants qu'il doit proposer, le groupe de travail est néanmoins réputé correctement constitué.

Le Gouvernement peut charger une équipe universitaire d'apporter un appui au groupe de travail.

§ 2. L'Inspecteur général du service de l'Inspection de l'enseignement secondaire assure la coordination des différents groupes de travail.

§ 3. Lorsqu'ils participent aux réunions du groupe de travail, les enseignants sont considérés comme étant en activité de service et bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour dans les mêmes conditions que les agents de rang 12 des services du Gouvernement de la Communauté française.

Article 36/5. - Le groupe de travail remplit les missions suivantes :

— Conception de l'épreuve certificative externe commune;

— Elaboration des consignes de passation et de correction;

— Définition des critères de correction et de réussite de l'épreuve.

Dans la présentation de l'épreuve certificative externe commune, le groupe de travail veille à prendre en compte les situations particulières rencontrées par les élèves atteints de déficiences sensorielles et/ou motrices.

Article 36/6. - Les membres du groupe de travail et, s'il échet, l'équipe de recherche universitaire sont tenus par le respect le plus strict de la confidentialité en ce qui concerne le contenu de l'épreuve certificative externe commune.

Article 36/7. - § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement arrête les modalités d'inscription, de passation et de correction de l'épreuve certificative externe commune.

§ 2. Les modalités de passation sont communes à tous les établissements scolaires. Elles sont toutefois adaptées aux situations particulières rencontrées par les élèves atteints de déficiences sensorielles et/ou motrices, de troubles des apprentissages ou d'un retard mental.

Les séances de passation sont simultanées dans toutes les classes et écoles participantes.

Le respect des consignes et des modalités de passation est placé sous la responsabilité de la direction de l'établissement scolaire.

§ 3. Les modalités de correction sont définies de manière à garantir l'impartialité et la confidentialité.

Le respect des consignes et des modalités de correction est placé sous la responsabilité de chaque pouvoir organisateur qui peut le déléguer à la direction de l'établissement.

A l'initiative d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs, les corrections des épreuves de plusieurs établissements peuvent être regroupées en un même centre de correction. Dans ce cas, le ou les pouvoir(s) organisateur(s) concerné(s) désigne(nt) un directeur pour assurer la responsabilité du respect des consignes et des modalités de correction.

§ 4. Les membres du service général d'inspection vérifient, dans le cadre de leur mission, le respect des consignes de passation et de correction.

Article 36/8. - Les résultats obtenus à l'épreuve certificative externe commune ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements. Il est également interdit de faire état de la participation à cette épreuve à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements.

Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à l'épreuve externe commune sont tenus à cet égard par le secret professionnel. En cas d'infraction, l'article 458 du Code Pénal s'applique.

Le non respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Article 36/9. - § 1<sup>er</sup>. En cas de réussite d'une discipline de l'épreuve prévue aux articles qui précèdent, le conseil de classe tel que défini à l'article 7 de l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire considère que l'élève a atteint, pour la discipline concernée, la maîtrise des socles de compétences telle que prévue par le décret du 19 juillet 2001 précité dans le respect des dispositions définies aux articles 25, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>; § 2, 1<sup>o</sup>; 26, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>; 27, 1<sup>o</sup>; 30, § 2, 1<sup>o</sup> du décret du 30 juin 2006 relatif à l'organisation pédagogique du 1<sup>er</sup> degré de l'enseignement secondaire.

§ 2. Le conseil de classe visé au § 1<sup>er</sup> peut estimer que l'élève qui n'a pas satisfait ou qui n'a pas pu participer en tout ou en partie à l'épreuve certificative externe commune maîtrise les compétences attendues pour autant que l'absence ou les absences soient justifiées conformément à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> à 5<sup>o</sup> et § 3 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 novembre 1998 relatif à la fréquentation scolaire.

Le conseil de classe fonde sa décision sur un dossier comportant la copie des bulletins des deux ou trois années suivies au premier degré, un rapport circonstancié du ou des enseignants titulaires de la ou des disciplines concernées ainsi que, le cas échéant, le projet individualisé d'apprentissage accompagné des documents y afférant.

Lorsqu'un élève fréquente l'enseignement secondaire organisé ou subventionné par la Communauté française depuis moins de deux années scolaires, la copie des bulletins d'une seule année scolaire peut suffire.

Le conseil de classe fait porter au dossier tout autre élément qu'il estime utile.

Article 36/10. - La Commission de Pilotage rédige pour le 15 novembre de chaque année, un rapport d'évaluation portant sur la mise en œuvre de l'épreuve certificative externe commune durant l'année scolaire précédente. »

**Art. 9.** Dans le même décret, il est ajouté un Titre III/2 rédigé comme suit :

« Titre III/2. - De la mise en place d'un dispositif visant à accompagner les établissements scolaires dans le processus d'évaluation certificative au terme de l'enseignement secondaire intitulé « test d'enseignement secondaire supérieur

Article 36/11. - § 1<sup>er</sup>. Il est proposé annuellement à chaque établissement d'enseignement secondaire des épreuves externes d'évaluation, intitulées « Test d'enseignement secondaire supérieur » destinées aux élèves arrivés au terme de l'enseignement secondaire et correspondant aux compétences et savoirs attendus à l'issue des Humanités générales et technologiques ou des Humanités professionnelles et techniques tels que visés aux articles 25 et 35 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre.

Les épreuves visées à l'alinéa précédent s'intégreront pour chacune des disciplines concernées à l'évaluation menée au sein de l'établissement. Elles porteront, pour chacune des disciplines visées, sur une partie des savoirs et compétences visés à l'alinéa précédent.

Sur proposition de la Commission de Pilotage, le Gouvernement définit annuellement les disciplines sur lesquelles portent, le cas échéant, les épreuves externes et, s'il échet, les formes, sections et options concernées.

§ 2. Chaque pouvoir organisateur décide annuellement de l'utilisation de ce test d'enseignement secondaire supérieur au sein des écoles qu'il organise.

Les pouvoirs organisateurs souhaitant utiliser les épreuves d'évaluation visées aux alinéas précédents le signalent à l'Administrateur général de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, pour le 30 mars de l'année scolaire en cours.

Le Gouvernement définit les modalités selon lesquelles les demandes sont introduites.

Article 36/12. - § 1<sup>er</sup>. Pour l'élaboration des épreuves externes visées au paragraphe précédent, il est créé, par discipline concernée, pour trois ans au plus, un groupe de travail composé de la manière suivante :

— L'Inspecteur général du Service de l'Inspection de l'Enseignement secondaire ordinaire ou par délégation de sa part, un inspecteur chargé de la coordination au sein du même service, qui préside;

— Un représentant de l'Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique;

— De deux à quatre membres du Service général de l'Inspection en charge du niveau secondaire supérieur, désignés par le Gouvernement sur proposition de l'Administrateur général de l'Enseignement et de la Recherche scientifique, dont l'un assure la vice-présidence du groupe de travail;

— Un membre issu du service de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement organisé par la Communauté française désigné par le Gouvernement;

— Un membre issu de la cellule de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement officiel subventionné désigné par le Gouvernement sur proposition de l'organe de coordination et de représentation dont il relève;

— Deux membres issus des cellules de conseil et de soutien pédagogique de l'enseignement libre subventionné désignés par le Gouvernement sur proposition des organes de coordination et de représentation dont ils relèvent;

— Quatre enseignants assurant tout ou partie de leur charge en 5<sup>e</sup>, en 6<sup>e</sup> ou en 7<sup>e</sup> année secondaire, désignés par le Gouvernement sur proposition, en ce qui concerne l'enseignement subventionné, des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs et après accord de leur pouvoir organisateur.

Le groupe de travail comprendra un enseignant exerçant tout ou partie de sa charge dans l'enseignement officiel subventionné, deux enseignants exerçant tout ou partie de leur charge dans l'enseignement libre subventionné et un enseignant exerçant tout ou partie de sa charge dans l'enseignement organisé par la Communauté française.

Si le Gouvernement, en ce qui concerne le service de conseil et de soutien pédagogique, ne désigne pas de représentant ou si un organe de représentation ou de coordination, en ce qui concerne les cellules de conseil et de soutien pédagogique, ne propose pas de représentant ou l'entiereté des représentants qu'il doit proposer, le groupe de travail est néanmoins réputé correctement constitué.

Le Gouvernement peut charger une équipe universitaire d'apporter un appui au groupe de travail.

§ 2. L'Inspecteur général du service de l'inspection de l'enseignement secondaire assure la coordination des différents groupes de travail.

§ 3. Lorsqu'ils participent aux réunions du groupe de travail, les enseignants sont considérés comme étant en activité de service et bénéficient du remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour dans les mêmes conditions que les agents de rang 12 des services du Gouvernement de la Communauté française.

Article 36/13. - Le groupe de travail remplit les missions suivantes :

- Conception des épreuves;
- Elaboration des modalités et des consignes de passation et de correction;
- Définition des critères de correction de l'épreuve.

Le groupe de travail veille à adapter la présentation des épreuves ainsi que les cadres de référence dans lesquels les différentes questions sont situées aux spécificités des formes, options et sections visées à l'article 50, § 1<sup>er</sup>.

Dans la présentation des épreuves, le groupe de travail veille à prendre en compte les situations particulières rencontrées par les élèves atteints de déficiences sensorielles et/ou motrices.

Article 36/14. - Les membres du groupe de travail et, s'il échet, l'équipe de recherche universitaire sont tenus par le respect le plus strict de la confidentialité en ce qui concerne le contenu des épreuves.

Article 36/15. - § 1<sup>er</sup>. Les modalités de passation sont communes à tous les établissements scolaires. Elles sont toutefois adaptées aux situations particulières rencontrées par les élèves atteints de déficiences sensorielles et/ou motrices.

Les séances de passation sont simultanées dans toutes les classes et écoles participantes.

Le respect des consignes et des modalités de passation est placé sous la responsabilité de la direction de l'établissement scolaire.

§ 2. Les modalités de correction sont définies de manière à garantir l'impartialité et la confidentialité.

Le respect des consignes et des modalités de correction est placé sous la responsabilité de chaque pouvoir organisateur qui peut le déléguer à la direction de l'établissement.

A l'initiative d'un ou de plusieurs pouvoirs organisateurs, les corrections des épreuves de plusieurs établissements peuvent être regroupées en un même centre de correction. Dans ce cas, le ou les pouvoir(s) organisateur(s) concerné(s) désigne(nt) un directeur pour assurer la responsabilité du respect des consignes et des modalités de correction.

§ 3. Les membres du service général d'inspection vérifient, dans le cadre de leur mission, le respect des consignes de passation et de correction.

Article 36/16. - Les résultats obtenus aux épreuves visées aux articles précédents ne peuvent permettre aucun classement des élèves ou des établissements scolaires. Il est interdit d'en faire état, notamment à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements. Il est également interdit de faire état de la participation à cette épreuve à des fins de publicité ou de concurrence entre établissements.

Les membres du personnel et les pouvoirs organisateurs des établissements scolaires qui ont connaissance des résultats obtenus à ces épreuves sont tenus à cet égard par le secret professionnel. En cas d'infraction, l'article 458 du Code Pénal s'applique.

Le non respect de l'interdiction de divulgation constitue une pratique déloyale au sens de l'article 41, alinéa 2 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

Article 36/17. - La Commission de Pilotage rédige pour le 15 novembre de chaque année, un rapport d'évaluation portant sur la mise en œuvre du dispositif visé dans le présent titre l'année scolaire précédente. »

**Art. 10.** L'article 39 du même décret est complété par la disposition suivante :

« Les articles 36/1 à 36/17 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2009. »

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 30 avril 2009.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
de la Recherche scientifique et des Relations internationales,  
Mme M.-D. SIMONET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances,  
de la Fonction publique et des Sports,  
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Enseignement obligatoire,  
Ch. DUPONT

La Ministre de la Culture et de l'Audiovisuel,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enfance, de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,  
Mme C. FONCK

Le Ministre de la Jeunesse et de l'Enseignement de Promotion sociale,  
M. TARABELLA

—  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 688-1. — Rapport, n° 688-2.

*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 28 avril 2009.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2009 — 2807

[C — 2009/29391]

**30 APRIL 2009. — Decreet houdende versteviging van het systeem van de externe evaluatie van de verworven kennis van de leerlingen uit het leerplichtonderwijs (1)**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Artikel 8 van het decreet van 2 juni 2006 betreffende de externe evaluatie van de verworven kennis van leerlingen van het leerplichtonderwijs en het getuigschrift van basisonderwijs na het lager onderwijs, wordt gewijzigd als volgt :

— bij § 1, tweede lid, worden de woorden « en van het tweede jaar van het secundair onderwijs » vervangen door de woorden « en van het tweede gemeenschappelijke jaar van het secundair onderwijs »;

— bij § 1, tweede lid, worden de woorden « alsook het aanvullende jaar ingericht na het tweede gemeenschappelijke jaar » toegevoegd;

— bij § 1, derde lid, worden de woorden « en van het tweede jaar van het secundair onderwijs » vervangen door de woorden « en van het tweede gemeenschappelijke jaar van het secundair onderwijs »;

— bij § 1, derde lid, worden de woorden « alsook het aanvullende jaar ingericht na het tweede gemeenschappelijke jaar » toegevoegd;

— bij § 1, vierde lid, worden de woorden « en van het tweede jaar van het secundair onderwijs » vervangen door de woorden « en van het tweede gemeenschappelijke jaar van het secundair onderwijs »;

— bij § 1, vierde lid, worden de woorden « alsook het aanvullende jaar ingericht na het tweede gemeenschappelijke jaar » ingevoegd tussen de woorden « en van het secundair onderwijs » en de woorden « In dit kader, »;

— bij § 3, wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt : « In het kader van de externe evaluaties bedoeld bij deze paragraaf die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift, worden specifieke proeven bestemd voor de leerlingen van het taalbadonderwijs zoals bepaald bij het decreet van 11 mei 2007 betreffende het taalbadonderwijs. »;

— § 4 wordt vervangen door de volgende melding : « De externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift zoals bepaald in bovenvermelde §§ 1, 2 en 3, worden voorgelegd aan de leerlingen tussen de 15e en 30 november van hetzelfde schooljaar.

Elke evaluatie bedoeld in het vorige lid wordt op dezelfde datum voorgelegd aan het geheel van de betrokken leerlingen. »;

— Er wordt een § 5, luidend als volgt, toegevoegd : « § 5. Bij wijze van overgangsmaatregel, worden de externe evaluaties die niet bekrachtigd worden met een getuigschrift waarvan de inrichting niet plaats moet vinden tussen de schoolherhvatting na het winterverlof en de 31e mei van het kalenderjaar 2009, verdaagd tot de periode bepaald in de vorige paragraaf van hetzelfde kalenderjaar. »

**Art. 2.** § 1. Artikel 9, § 1, wordt met de volgende woorden aangevuld :

« - Een of meerdere leden van de dienst voor raad en pedagogische begeleiding van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, aangesteld door de Regering en leden van de cel voor raad en pedagogische begeleiding, aangesteld door de Regering op de voordracht van het coördinatie- en vertegenwoordigingsorgaan waaronder ze ressorteren. »

§ 2. De volgende leden worden toegevoegd aan artikel 9, § 1 :

« Wat het lager onderwijs betreft, bevat de werkgroep drie leden van de cel voor raad en pedagogische begeleiding van het gesubsidieerd officieel onderwijs, twee leden uit de cel voor raad en pedagogische begeleiding van het gesubsidieerd vrij onderwijs en een lid uit de dienst voor raad en pedagogische begeleiding van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap.

Wat het secundair onderwijs betreft, bevat de werkgroep één of twee leden van de cel voor raad en pedagogische begeleiding van het gesubsidieerd officieel onderwijs, drie leden uit een cel voor raad en pedagogische begeleiding van het gesubsidieerd vrij onderwijs en één of twee leden uit de dienst voor raad en pedagogische begeleiding van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap.

Indien de Regering, wat de dienst voor raad en pedagogische begeleiding betreft, geen vertegenwoordiger aanstelt of indien een coördinatie- en vertegenwoordigingsorgaan, wat de cellen voor raad en pedagogische begeleiding, geen vertegenwoordiger voordraagt of niet het geheel van de leden die het moet voordragen voordraagt, wordt de werkgroep niettemin geacht correct samengesteld te worden. »

**Art. 3.** In artikel 14 van hetzelfde decreet, wordt de huidige tekst § 1 en er wordt een § 2 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 2. De werkgroep is belast met de productie van een document met didactische richtlijnen in verband met de externe evaluatie die door geen getuigschrift wordt bekrachtigd waarmee hij belast werd.

Dat document moet de pedagogische teams helpen bij het ontleden van de antwoorden en producties van hun leerlingen tegenover de items die deel uitmaakten van de externe evaluatie die door geen getuigschrift wordt bekrachtigd en bij het verstevigen van de beheersing van de geëvalueerde vaardigheden inzonderheid door het instellen van activiteiten waardoor de vastgestelde fouten verholpen worden. »

**Art. 4.** Artikel 22, § 1, eerste lid, wordt aangevuld met de volgende woorden :

« Een lid van de dienst voor raad en pedagogische begeleiding van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap, aangesteld door de Regering en een of meerdere leden van de cellen voor raad en pedagogische begeleiding aangesteld door de Regering op de voordracht van het coördinatie- en vertegenwoordigingsorgaan waaronder ze ressorteren. »

Hetzelfde artikel 22, § 1, wordt aangevuld met de volgende twee leden ingevoegd tussen de huidige tweede en derde leden :

« Wat het gesubsidieerd onderwijs betreft, bevat de werkgroep drie leden van de cel voor raad en pedagogische begeleiding van het gesubsidieerd officieel onderwijs en twee leden uit een cel voor raad en pedagogische begeleiding van het gesubsidieerd vrij onderwijs.

Indien de Regering, wat de dienst voor raad en pedagogische begeleiding betreft, geen vertegenwoordiger aanstelt of indien een coördinatie- en vertegenwoordigingsorgaan, wat de cellen voor raad en pedagogische begeleiding, geen vertegenwoordiger voordraagt of niet het geheel van de leden die het moet voordragen voordraagt, wordt de werkgroep niettemin geacht correct samengesteld te worden. »

**Art. 5.** Artikel 28 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt : bij § 2, derde lid, worden de woorden « op de onderwijzers meesters inzake adaptatie » vervangen door de woorden « op de onderwijzers die titularis zijn van andere klassen of meesters inzake adaptatie ».

**Art. 6.** Artikel 29, § 2, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende bepaling : « Het proces-verbaal van de beslissingen van de examencommissie wordt in een daartoe bestemd register opgenomen en draagt de ondertekening van het hoofd van de schoolinrichting en van de leden van de examencommissie. De lijst van de leerlingen die het getuigschrift van basisstudies hebben bekomen, wordt bij het proces-verbaal gevoegd.

Het register en de dossiers van de leerlingen worden in het archief opgeslagen van de school gedurende tien jaar. De lijst van de leerlingen vermeld in het vorige lid wordt opgeslagen gedurende twintig jaar.

**Art. 7.** Artikel 37 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 8.** In hetzelfde decreet, wordt een Titel III/I toegevoegd, luidend als volgt :

« Titel III/I. — Over de inrichting van een gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift op het einde van de derde fase van het pedagogische continuüm

Artikel 36/1. — Op het einde van de derde stap van het pedagogische continuüm bedoeld bij artikel 13 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, wordt een externe proef bekrachtigd door een getuigschrift ingericht.

Artikel 36/2. - § 1. Deze proef is toegankelijk voor alle leerlingen ingeschreven in het tweede gemeenschappelijke jaar of in het aanvullende jaar ingericht op het einde van het tweede gemeenschappelijke jaar van het gewoon onderwijs of het gespecialiseerd onderwijs van vorm 4.

Deze proef is tevens toegankelijk voor de leerlingen ingeschreven in een derde differentiatie- en oriëntatiejaar.

Elke inrichtende macht beslist jaarlijks of de leerlingen die betrokken zijn in de scholen die hij inricht aan de proef al dan niet deelnemen. In geval van deelneming van een school voor gewoon onderwijs aan de proef, moeten alle leerlingen bedoeld bij de vorige leden alle examens in alle vakken afleggen, behoudens overmacht, waaruit de gemeenschappelijke externe proef die door een getuigschrift bekrachtigd wordt, bestaat.

§ 2. Deze proef is ook toegankelijk, op de beslissing van de Klassenraad, voor iedere leerling ingeschreven in het aanvullende jaar ingericht op het einde van het eerste gemeenschappelijke jaar van het gewoon onderwijs of van het gespecialiseerde onderwijs van vorm 4, alsook voor iedere leerling ingeschreven voor de derde of vierde fase van het gespecialiseerde onderwijs van vorm 3.

§ 3. De inschrijvingen bedoeld bij de vorige leden worden gestuurd aan de Administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, vóór 30 maart van het lopend schooljaar.

De Regering bepaalt de nadere regels volgens dewelke de inschrijvingen ingediend dienen te worden.

Artikel 36/3. — De externe proef bekrachtigd door een getuigschrift heeft betrekking op de beheersing van vaardigheden die verwacht worden op het einde van de derde stap van het leerplichtonderwijs zoals bepaald in het decreet van 19 juli 2001 tot bekrachtiging van de eindtermen zoals bedoeld in artikel 16 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren en tot organisatie van een procedure voor beperkte afwijking.

De proef bevat noodzakelijkerwijze vragen met betrekking tot het Frans en de wiskundige opleiding. Op het voorstel van de Sturingscommissie bepaalt de Regering jaarlijks de andere vakken waarop, desgevallend, de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift betrekking heeft.

Voor de onderwijsinrichtingen die, overeenkomstig het decreet van 17 juli 2002, een afwijking genieten van de basisvaardigheden, wordt door de betrokken onderwijsinrichtingen de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift, aangepast. Deze aanpassing heeft betrekking op de mogelijke vragen die niet zouden overeenstemmen met de basisvaardigheden eigen aan de betrokken onderwijsinrichtingen. De aanpassing bestaat in de productie van één of meerdere vragen van hetzelfde niveau.

Artikel 36/4. - § 1. Voor de uitwerking van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift wordt per betrokken vak, voor hoogstens drie jaar, een werkgroep opgericht die als volgt wordt samengesteld :

— De Inspecteur-generaal van de Inspectiedienst voor het gewoon secundair onderwijs of bij afvaardiging door hem verleend, een inspecteur belast met de coördinatie binnen dezelfde dienst, die voorzitter is;

— Een vertegenwoordiger van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

— Van twee tot vier leden van de Algemene inspectiedienst belast met het lager secundair onderwijs, aangesteld door de Regering op de voordracht van de Administrateur-generaal van het Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek, waarvan één voor het ondervoorzitterschap van de werkgroep zorgt;

— Een lid uit de dienst voor raad en pedagogische begeleiding van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap aangesteld door de Regering;

— Een lid uit de cel voor raad en pedagogische begeleiding van het gesubsidieerd officieel onderwijs aangesteld door de Regering op de voordracht van het coördinatie- en vertegenwoordigingsorgaan waaronder hij ressorteert;

— Twee leden uit de cellen voor raad en pedagogische begeleiding van het gesubsidieerd vrij onderwijs aangesteld door de Regering op de voordracht van de coördinatie- en vertegenwoordigingsorganen waaronder zij ressorteren;

— Vier leden die een deel of de volledigheid van hun opdracht in het eerste of tweede secundair jaar uitoefenen, aangesteld door de Regering, op de voordracht, wat het gesubsidieerd onderwijs betreft, van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten en na instemming van hun inrichtende macht.

De werkgroep bevat een onderwijzer die een deel of de volledigheid van zijn opdracht in het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefent, twee onderwijzers die een deel of de volledigheid van hun opdracht in het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen en een onderwijzer die een deel of de volledigheid van zijn opdracht in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs uitoefent.

Indien de Regering, wat de dienst voor raad en pedagogische begeleiding betreft, geen vertegenwoordiger aanstelt of indien een coördinatie- en vertegenwoordigingsorgaan, wat de cellen voor raad en pedagogische begeleiding, geen vertegenwoordiger voordraagt of niet het geheel van de leden die het moet voordragen voordraagt, wordt de werkgroep niettemin geacht correct samengesteld te worden.

De Regering kan een universitair team belasten met het steunen van de werkgroep.

§ 2. De Inspecteur-generaal van de inspectiedienst van het secundair onderwijs zorgt voor de coördinatie van de verschillende werkgroepen.

§ 3. Wanneer ze aan de vergaderingen van de werkgroep deelnemen, worden de onderwijzers beschouwd als zijnde in dienstactiviteit en genieten ze de terugbetaling van hun verplaatsings- en verblijfkosten onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van rang 12 van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Artikel 36/5. – De werkgroep zorgt voor de volgende opdrachten :

- Conceptie van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift;
- Uitbouw van de richtlijnen voor het afnemen en de verbetering van de proef;
- Definitie van de criteria voor de verbetering en het slagen voor de proef.

In de presentatie van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift, zorgt de werkgroep voor de inachtneming van de bijzondere toestanden van de leerlingen die aan sensorïële en/of motorische afwijkingen lijden.

Artikel 36/6. – De leden van de werkgroep, en desgevallend, het universitaire onderzoeksteam worden ertoe gehouden de striktste vertrouwelijkheid in acht te nemen met betrekking tot de inhoud van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift.

Artikel 36/7. – § 1. De Regering bepaalt de nadere regels voor de inschrijving, het afleggen en de verbetering van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift.

§ 2. De nadere regels voor het afnemen van de proef zijn gemeen aan alle schoolinrichtingen. Ze worden nochtans aangepast aan de bijzondere toestanden van de leerlingen die aan sensorïële en/of motorische afwijkingen lijden, de leerlingen die leerstorings of een lichte mentale achterlijkheid oplopen.

De proef worden simultaan afgenomen in alle deelnemende klassen of scholen.

De inachtneming van de richtlijnen en de nadere regels voor het afleggen van de proef wordt onder de verantwoordelijkheid geplaatst van de directie van de schoolinrichting.

§ 3. De nadere regels voor de verbetering van de proef worden bepaald met inachtneming van de onpartijdigheid en de vertrouwelijkheid.

De inachtneming van de richtlijnen en de nadere regels voor het verbeteren van de proef wordt onder de verantwoordelijkheid geplaatst van iedere inrichtende macht die deze aan de directie van de inrichting kan delegeren.

Op initiatief van één of meerdere inrichtende machten, kan de verbetering van de proeven uit meerdere schoolinrichtingen hergroepeerd worden in eenzelfde verbeteringscentrum. In dat geval, stelt de inrichtende macht(en) een directeur aan om in te staan voor de verantwoordelijkheid inzake inachtneming van de richtlijnen en nadere regels voor de verbetering van de proef.

§ 4. De leden van de algemene inspectiedienst gaan na of, in het kader van hun opdracht, de richtlijnen voor het afleggen en de verbetering van de proef in acht genomen werden.

Artikel 36/8. – De uitslag bekomen op de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift kan in geen geval aanleiding geven tot enig klasserement van de leerlingen of de schoolinrichtingen. Het is verboden er melding van te maken, onder andere om reclamadoeleinden of wegens een concurrentie onder schoolinrichtingen. Het is tevens verboden melding te maken van de deelneming aan deze proef, om reclamadoeleinden of wegens een concurrentie onder schoolinrichtingen.

De leden van het personeel en de inrichtende machten van de schoolinrichtingen die kennis hebben van de uitslag bekomen bij de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift worden, in verband daarmee, tot het beroepsgeheim gehouden. In geval van overtreding, is artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

Het niet-inachtnemen van het verbod van bekendmaking wordt gelijkgesteld met een oneerlijke praktijk in de zin van artikel 41, tweede lid van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Artikel 36/9. – § 1. In geval een leerling voor een vak van de proef slaagt bedoeld bij de voorafgaande artikelen, acht de klasseraad zoals bepaald bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs dat de leerling, voor het betrokken vak, de basisvaardigheden beheerst zoals bedoeld bij het voornoemde decreet van 19 juli 2001 met inachtneming van de bepalingen van de artikelen 25, § 1, 3°; § 2, 1°; 26, § 1, 1°; 27, 1°; 30, § 2, 1° van het decreet van 30 juni 2006 betreffende de pedagogische organisatie van de eerste graad van het secundair onderwijs.

§ 2. De klasseraad bedoeld bij de eerste paragraaf kan beschouwen dat de leerling die niet geslaagd is voor een deel of het geheel van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift, de verwachte vaardigheden beheerst voor zover de afwezigheid (-heden) verantwoord is (zijn) overeenkomstig artikel 4, § 1, 1° tot 5° en § 3 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 23 november 1998 betreffende het schoolbezoek.

De klasseraad neemt zijn beslissing op basis van een dossier waarin vervat zijn een afschrift van de rapporten van de twee tot drie jaren gevolgd in de eerste graad, een omstandig verslag van de leraar of leerkrachten die titularis is (zijn) van de betrokken vakken alsook, desgevallend, het geïndividualiseerde leerproject met de erbij horende documenten.

Wanneer een leerling het secundair onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap sedert minder dan twee jaar bezoekt, is het afschrift van de rapporten van één schooljaar voldoende.

De klasseraad neemt elk ander nodig geacht element in het dossier op.

Artikel 36/10. – De Sturingscommissie stelt voor 15 november ieder jaar een evaluatieverslag op over de implementatie van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift tijdens het vorige schooljaar. »



**Art. 9.** In hetzelfde decreet, wordt een Titel III/2 toegevoegd, luidend als volgt :

« Titel III/2. — Het instellen van een systeem met als doel de begeleiding van de schoolinrichtingen in het proces van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift op het einde van het secundair onderwijs genaamd « Test voor het hoger secundair onderwijs »

Artikel 36/11. - § 1. Om het jaar wordt aan elke inrichting voor secundair onderwijs externe evaluatieproeven voorgesteld, genaamd « Test voor het hoger secundair onderwijs » bestemd voor de leerlingen die op het einde van het secundair onderwijs zijn en die overeenstemmen met de bevoegdheden en de kennis verwacht op het einde van de algemene en technologische humaniora of de technische en beroepshumaniora zoals bedoeld bij de artikelen 25 en 35 van het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren.

De proeven bedoeld bij het vorige lid zullen voor elk betrokken vak deel uitmaken van de evaluatie in de inrichting. Ze zullen, voor elk van de bedoelde vakken, betrekking hebben op een deel van de kennis en vaardigheden bedoeld bij het vorige lid.

Op de voordracht van de Sturingscommissie, bepaalt de Regering jaarlijks de vakken waarop, desgevallend, de externe proeven betrekking hebben en, desnoods, de betrokken vormen, secties en opties.

§ 2. Iedere inrichtende macht beslist jaarlijks of deze test voor hoger secundair onderwijs binnen de school die hij inricht, gebruikt zal worden.

De inrichtende machten die de evaluatieproeven bedoeld bij de vorige leden wensen te gebruiken, lichten er de Administrateur-generaal van het Algemeen bestuur Onderzoek en Wetenschappelijk Onderzoek over in, tegen ten laatste 30 maart van het lopend schooljaar.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de indiening van de aanvragen.

Artikel 36/12. - § 1. Voor de uitwerking van de externe proeven bedoeld bij het vorige lid, wordt, per betrokken vak, voor hoogstens drie jaar, een werkgroep opgericht die als volgt wordt samengesteld :

— De Inspecteur-generaal van de Inspectiedienst voor het gewoon secundair onderwijs of bij delegatie door hem verleend, een inspecteur belast met de coördinatie binnen dezelfde dienst, die voorzitter is;

— Een vertegenwoordiger van het Algemeen bestuur Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

— Van twee tot vier leden van de Algemene inspectiedienst belast met het lager secundair onderwijs, aangesteld door de Regering op de voordracht van de Administrateur-generaal van het Onderwijs en het Wetenschappelijk Onderzoek, waarvan één voor het ondervoorzitterschap van de werkgroep zorgt;

— Een lid uit de dienst voor raad en pedagogische begeleiding van het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap aangesteld door de Regering;

— Een lid uit de cel voor raad en pedagogische begeleiding van het gesubsidieerd officieel onderwijs aangesteld door de Regering op de voordracht van het coördinatie- en vertegenwoordigingsorgaan waaronder hij ressorteert;

— Twee leden uit de cellen voor raad en pedagogische begeleiding van het gesubsidieerd vrij onderwijs aangesteld door de Regering op de voordracht van de coördinatie- en vertegenwoordigingsorganen waaronder zij ressorteren;

— Vier leden die een deel of de volledigheid van hun opdracht in het vijfde, zesde of zevende secundair jaar uitoefenen, aangesteld door de Regering, op de voordracht, wat het gesubsidieerd onderwijs betreft, van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten en na instemming van hun inrichtende macht.

De werkgroep bevat een onderwijzer die een deel of de volledigheid van zijn opdracht in het gesubsidieerd officieel onderwijs uitoefent, twee onderwijzers die een deel of de volledigheid van hun opdracht in het gesubsidieerd vrij onderwijs uitoefenen en een onderwijzer die een deel of de volledigheid van zijn opdracht in het door de Franse Gemeenschap ingerichte onderwijs uitoefent.

Indien de Regering, wat de dienst voor raad en pedagogische begeleiding betreft, geen vertegenwoordiger aanstelt of indien een coördinatie- en vertegenwoordigingsorgaan, wat de cellen voor raad en pedagogische begeleiding, geen vertegenwoordiger voordraagt of niet het geheel van de leden die het moet voordragen voordraagt, wordt de werkgroep niettemin geacht correct samengesteld te worden.

De Regering kan een universitair team belasten met het steunen van de werkgroep.

§ 2. De Inspecteur-generaal van de inspectiedienst van het secundair onderwijs zorgt voor de coördinatie van de verschillende werkgroepen.

§ 3. Wanneer ze aan de vergaderingen van de werkgroep deelnemen, worden de onderwijzers beschouwd als zijnde in dienstactiviteit en genieten ze de terugbetaling van hun verplaatsings- en verblijfkosten onder dezelfde voorwaarden als de ambtenaren van rang 12 van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Artikel 36/13. – De werkgroep zorgt voor de volgende opdrachten :

— Conceptie van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift;

— Uitbouw van de richtlijnen voor het afnemen en de verbetering van de proef;

— Definitie van de criteria voor de verbetering en het slagen voor de proef.

De werkgroep zorgt voor de aanpassing van de presentatie van de proeven alsook voor de aanpassing van de referentiekaders waarin de verscheidene vragen geplaatst worden aan de specificiteit van de vormen, opties en secties bedoeld bij artikel 50, § 1.

In de presentatie van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift, zorgt de werkgroep voor de inachtneming van de bijzondere toestanden van de leerlingen die aan sensoriele en/of motorische afwijkingen lijden.

Artikel 36/14. – De leden van de werkgroep, en desgevallend, het universitaire onderzoeksteam worden ertoe gehouden de striktste vertrouwelijkheid in acht te nemen met betrekking tot de inhoud van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift.

Artikel 36/15. - § 1. De nadere regels voor het afnemen van de proef zijn gemeen aan alle schoolinrichtingen. Ze worden nochtans aangepast aan de bijzondere toestanden van de leerlingen die aan sensoriele en/of motorische afwijkingen lijden, de leerlingen die leerstoornissen of een lichte mentale achterlijkheid oplopen.

De proef wordt simultaan afgenomen in alle deelnemende klassen of scholen.

De inachtneming van de richtlijnen en de nadere regels voor het afleggen van de proef wordt onder de verantwoordelijkheid geplaatst van de directie van de schoolinrichting.

§ 2. De nadere regels voor de verbetering van de proef worden bepaald met inachtneming van de onpartijdigheid en de vertrouwelijkheid.

De inachtneming van de richtlijnen en de nadere regels voor het verbeteren van de proef wordt onder de verantwoordelijkheid geplaatst van iedere inrichtende macht geplaatst die deze aan de directie van de inrichting kan delegeren.

Op initiatief van één of meerdere inrichtende machten, kan de verbetering van de proeven uit meerdere schoolinrichtingen hergroepeerd worden in eenzelfde verbeteringscentrum. In dat geval, stelt de inrichtende macht(en) een directeur aan om in te staan voor de verantwoordelijkheid inzake inachtneming van de richtlijnen en nadere regels voor de verbetering van de proef.

§ 3. De leden van de algemene inspectiedienst gaan na of, in het kader van hun opdracht, de richtlijnen voor het afnemen en de verbetering van de proef in acht genomen werden.

Artikel 36/16. – De uitslag bekomen op de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift kan in geen geval aanleiding geven tot enig klasstement van de leerlingen of de schoolinrichtingen. Het is verboden er melding van te maken, onder andere om reclamadoeleinden of wegens een concurrentie onder schoolinrichtingen. Het is tevens verboden melding te maken van de deelneming aan deze proef, om reclamadoeleinden of wegens een concurrentie onder schoolinrichtingen.

De leden van het personeel en de inrichtende machten van de schoolinrichtingen die kennis hebben van de uitslag bekomen bij de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift worden, in verband daarmee, tot het beroepsgeheim gehouden. In geval van overtreding, is artikel 458 van het Strafwetboek van toepassing.

Het niet-inacht nemen van het verbod van bekendmaking wordt gelijkgesteld met een oneerlijke praktijk in de zin van artikel 41, tweede lid van de wet van 29 mei 1959 houdende wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

Artikel 36/17. – De Sturingscommissie stelt ieder jaar voor 15 november een evaluatieverslag op over de implementatie van de gemeenschappelijke externe proef bekrachtigd door een getuigschrift tijdens het vorige schooljaar. »

**Art. 10.** Artikel 39 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« De artikelen 36/1 tot 36/17 treden in werking op 1 september 2009. ».

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, op 30 april 2009.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-Presidente en Minister van Hoger Onderwijs,  
Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
Mevr. M.-D. SIMONET

De Vice-President en Minister van Begroting,  
Financiën, Ambtenarenzaken en Sport,  
M. DAERDEN

De Minister van Leerplichtonderwijs,  
C. DUPONT

De Minister van Cultuur en Audiovisuele Sector,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Kinderwelzijn, Hulpverlening aan de Jeugd en Gezondheid,  
Mevr. C. FONCK

De Minister van Jeugd en Onderwijs voor Sociale Promotie,  
M. TARABELLA

—  
Nota

(1) *Zitting 2008- 2009.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 688-1. — Verslag, nr. 688-2.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. Vergadering van 28 maart 2009.